

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 1978

2me CIRCONSCRIPTION DE LA COTE-D'OR

HERVÉ VOUILLOT

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE ET DU MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

. 35 ans, marié, 2 enfants
. Fils d'agriculteur
. Licencié en Droit 1966
. Agrégé de sciences et techniques économiques (1971)

ACTIVITÉS DANS LA CITÉ

. Secrétaire d'associations sportives (1968 à 1971)
. Secrétaire d'association de locataires (1968 à 1971)
. Animateur d'une campagne pour la priorité et la gratuité des transports en commun (1971 - 1973)
. Animateur de formation d'élus locaux en gestion financière (Dijon, Mirebeau, Pontailler, 1974-1975-1976).

RESPONSABILITÉS ÉLECTIVES

. 1er adjoint au maire de Quetigny (liste d'Union de la Gauche). Responsable des finances de Quétigny depuis 1971.
. 1er vice-président du syndicat mixte des transports de l'agglomération dijonnaise (gestion des transports en commun) 1975 - 1977.
. Délégué aux Finances du conseil de district de l'agglomération dijonnaise.

ACTIVITÉS POLITIQUES

. Adhère au PS en 1972, l'année du programme commun.
. Secrétaire fédéral du parti socialiste (juin 1977).

Le Parti Socialiste a voulu étudier à fond tous les problèmes de la 2ème Circonscription. Notre journal vous en a présenté le bilan désastreux.

Mais, contrairement à ce que veut vous faire croire le député sortant, la crise n'est pas une fatalité. **Il n'y a de fatalité que celle qu'on accepte.**

Avec le Programme commun, le Parti Socialiste vous propose d'autres choix, une autre économie, un autre progrès au service des hommes et non plus des intérêts privés :

— **Il faut relancer la croissance** par des mesures sociales audacieuses et réalistes au bénéfice des salariés modestes, des familles, du troisième âge, des handicapés.

— **Il faut maîtriser l'économie** par la planification, l'aménagement du territoire et les nationalisations, afin qu'elle réponde enfin aux intérêts de la communauté.

— **Il faut décentraliser les pouvoirs** au profit des travailleurs dans l'entreprise aussi bien qu'au profit des citoyens dans la commune : c'est la condition d'une vraie démocratie.

Dans ces domaines vitaux, la droite ne fera rien car ce serait contraire aux intérêts qu'elle représente.

La droite ne croit plus en l'homme.

La gauche tire son optimisme de sa foi en l'homme : mais il faut d'abord changer les lois.
Aujourd'hui c'est possible. Si nous le voulons .

HERVÉ VOUILLOT



REMPLAÇANT ÉVENTUEL

JEAN-PIERRE VIGNIER

45 ANS . DOCTEUR VÉTÉRINAIRE . MAIRE DE MIREBEAU

FRANCIS PISANI
journaliste à l'UNITÉ interroge

HERVÉ VOUILLOT
CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE
ET DU MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

— A en croire son agressivité, il semble que la droite vous redoute ?

— Elle a raison. Elle n'aime pas que l'on pose les vrais problèmes, ceux que, précisément, notre équipe a mis en évidence tout au long de cette campagne. Pour nous il n'y a pas de choix démocratique sans une information rigoureuse. Nous l'avons montré.

— Que pensez-vous de l'action du député sortant ?

— M. Berger se présente comme un élu de dimension nationale. Ce qui est certain, c'est qu'il n'a pas de dimension locale. En place depuis seize ans, mais tragiquement absent de sa circonscription, surtout de sa zone urbaine, le député sortant RPR tente de se justifier en se prévalant d'autres tâches plus honorifiques où il sert de bonne conscience au régime.

— Vous-même, vous ne menez donc qu'une campagne locale ?

— En aucun cas. Mais les problèmes locaux ne sont que le reflet des problèmes nationaux. C'est localement qu'on peut se rendre compte des méfaits d'une politique générale. Et qu'on prend conscience de l'urgence de profondes réformes. Sinon on devient un notable résigné qui ne regarde que par le petit bout de la lorgnette.

— Vous êtes spécialiste des finances locales. A ce titre, vous avez participé à la formation de nombreux élus locaux de la 2ème circonscription. La situation est-elle aussi grave qu'on le dit ?

— Tous les chiffres prouvent que les communes peuvent de moins en moins faire face à la situation. Il y a un problème de transfert de charges : on impose à certaines communes des réalisations qu'elles doivent financer par l'augmentation des impôts locaux. D'où des inégalités stupéfiantes d'une commune à l'autre, la pression fiscale variant de 1 à 41. Seul un transfert de ressources de l'État aux communes permettra de rétablir entre elles un équilibre et d'instaurer une véritable décentralisation.

— Vous êtes maire-adjoint de Quetigny. Votre commune a la réputation d'avoir maîtrisé son urbanisme. Comment ?

— Depuis dix ans, avec Roger Rémond, nous avons tiré le maximum de la législation actuelle grâce à un combat acharné. Mais nos possibilités de réaliser un urbanisme aéré se sont dégradées ces cinq dernières années. Je suis très inquiet pour l'avenir, si rien ne change : je prévois le développement d'un urbanisme sauvage de plus en plus ségrégatif dans un rayon de 20 km autour de Dijon. D'autant plus qu'il n'existe aucun projet d'ensemble pour orienter l'évolution.

— Le SMIC à 2 400 Frs ? Vous qui êtes économiste, qu'en pensez-vous ?

— En Allemagne, le SMIC est à 3 300 Francs ! ... L'application immédiate en France est possible grâce à des mesures complémentaires : exonération de 200 Francs par salarié pour les charges sociales ; mesures fiscales spécifiques et ouverture de crédits pour les petites et moyennes entreprises.

— Et pour l'agriculture, qu'est-ce que les socialistes proposent de neuf ?

— D'abord un droit nouveau : celui de louer, par un système de baux de carrière transmissibles, pour que les jeunes agriculteurs puissent reprendre la ferme paternelle alors qu'ils n'ont pas les moyens de l'acheter.

Il faut aussi garantir le revenu agricole en créant des offices par type de production et établir des prix par quantum.

— En 1971 - 1972, vous avez mené une campagne pour la priorité et la gratuité des transports en commun. Résultat ?

— Depuis 1973, le syndicat des transports de l'agglomération dijonnaise, dont j'étais le vice-président, a accepté de bloquer ses tarifs et a accordé la gratuité aux chômeurs et aux personnes âgées. Résultat : une fréquentation accrue. Il faut encore aller plus loin et donner aux bus une véritable priorité dans la circulation.

— Et ces fameuses nationalisations ?

— Elles sont indispensables. Partons des réalités locales : le chômage a quadruplé de 1973 à 1977 ; les emplois existants sont de moins en moins qualifiés. Seule une reprise en main par la collectivité des investissements des grands groupes permettra de sauvegarder l'emploi, et d'amorcer la reconversion de l'industrie dans le sens d'une nouvelle croissance privilégiant les emplois qualifiés et les produits utiles et durables.

— Est-ce conciliable avec l'autogestion ?

— Bien sûr, car c'est dans les entreprises nationalisées que l'on commencera à associer les travailleurs à la marche de l'entreprise. C'est un élément fondamental du projet socialiste.

L'autogestion, en effet, c'est donner plus de pouvoirs et de moyens à tous les échelons de base : aux travailleurs et aux citoyens, comme aux régions et aux communes.

IMPRIMERIE FUCHEY/ARNAY